

Le Baromètre des Territoires

FRANCE DÉSEMPARÉE EN QUÊTE DE TRANQUILLITÉ



ELABE



Bernard Sananes, Président
Laurence Bedeau, Associée
Vincent Thibault, Directeur conseil opinion

Synthèse

Depuis la fin de la crise Covid, la société française est entrée dans une nouvelle ère : celle de la polycrise (crises sanitaire, géopolitique, climatique, politique, inflation, déficits). L'accumulation des chocs auxquels les Français sont exposés est inédite, et produit un effacement sans précédent des fractures socio-économiques et territoriales historiques. La peur de l'agression a dépassé les frontières des quartiers dits « sensibles », la crainte de ne pas pouvoir se soigner a contaminé les grands centres urbains, l'expérience du renoncement dans le caddie a atteint le portefeuille des cadres, la crainte de voir sa maison endommagée par une catastrophe naturelle a gagné tout le pays et toutes les catégories sociales.

La peur du déclassement individuel se double du constat d'un déclassement collectif : si l'attachement à la France reste massif (80%), les Français regardent avec nostalgie ce qui faisaient leurs fiertés. 2 Français sur 3 dépeignent une France en déclin (économique, modèle social, éducation, influence dans le monde) une France qui n'a plus les moyens d'être celle qu'elle était, 75% décrivent une France injuste (en hausse de 7 points par rapport à 2021).

Dans ce contexte, l'enjeu de chaque foyer est alors de résister aux chocs, de trouver de nouveaux repères, de « s'acclimater », pour ne pas rester « Lost in transition ». Par contrainte ou par choix, à leur rythme, et avec des solutions à leur portée, par pragmatisme davantage que par idéologie, une majorité de nos concitoyens agit pour s'adapter à ces transitions (64% vivent bien le changement à partir du moment où ils ont pu le choisir, et 15% l'apprécient même, le vivent comme un stimulant de la vie). En 2025, on ne change plus par quête de progrès, on change pour se protéger et préserver ce que l'on a.

Mais s'érige alors devant eux une nouvelle inégalité : celle de la capacité à s'adapter. Information, moyens financiers, territoire de vie, nous ne sommes pas tous logés à la même enseigne. Changer sa manière de consommer pour éviter le déclassement, se préparer pour éviter ou réduire les conséquences de la catastrophe qui détruit, revoir ses habitudes ancrées depuis toujours pour préserver ce qui peut l'être pour l'avenir de ses enfants, trouver des alternatives pour protéger sa santé et celle de ses proches des pollutions : pour réussir ces adaptations, c'est avant tout « quand on peut, on veut » et pas l'inverse.

Si les vulnérabilités et les angoisses touchent chacun, tous n'adoptent pas les mêmes réactions et stratégies pour se protéger, et faire face aux transitions en cours : certains sont « empêchés » (20%), d'autres « combattifs » (18%), une partie sont des « précurseurs » (20%), alors qu'une frange de la population est « déboussolée » (21%), une autre « désinvolté » (21%). Dans ce « monde d'après Covid » où chacun apprend à traverser les crises comme il le peut, l'horizon que tracent les individus est bien différent des périodes précédentes : c'est celui d'une quête de tranquillité pour soi et ses enfants, quel que soit son lieu de vie, sa classe sociale, son âge, son vote.

Pour répondre à ce besoin de tranquillité, l'espoir repose (encore) sur la conviction que notre modèle de solidarité peut nous protéger, comme un dernier rempart. Nous y sommes viscéralement et d'autant plus attachés (9 Français sur 10), que nous sommes lucides sur ses fragilités (1/3 des Français).

Pour retrouver leurs sécurités, les Français sont à la recherche de nouveaux équilibres leur permettant de maîtriser leurs choix. Toutes catégories de population confondues, cela passe par un rééquilibrage des essentiels (vie professionnelle, vie familiale, vie sociale) et la recherche de stabilité et d'ancrage dans sa vie quotidienne (préférence pour le salariat et le CDI, un cercle réduit d'amis très proches, une vie calme plutôt qu'une vie à « mille à l'heure », épargner lorsque cela est possible plutôt que « flamber »).

Sans remettre en cause la fragmentation de la société française, cette plongée dans nos lieux de vie, fait aussi apparaître beaucoup plus de « commun » qu'il n'y paraît quand la photo est prise en panoramique.

Chiffres clés

- **54%** craignent de devoir changer leur façon de vivre à cause d'une baisse de leur pouvoir d'achat (alimentation, logement, loisirs, vacances, ...)
- **51%** redoutent d'avoir des conditions de vie de plus en plus rudes à cause du dérèglement climatique (canicules, inondations, ...)
- **41%** redoutent de subir des dégâts liés aux catastrophes naturelles sur leur habitation et/ou les infrastructures autour de chez eux (routes, lignes électriques, ...)
- **59%** des parents ont peur que leur(s) enfant(s) soi(en)t victime(s) de harcèlement scolaire ou d'une agression
- **46%** craignent d'être victime d'une agression physique
- **4 Français sur 10** estiment que la sécurité (38 %) et le respect (37%) sont aujourd'hui ce qui manque le plus pour bien vivre en France
- **43%** ont peur de tomber malade à cause des pollutions (eau, air, sols)
- **41%** se sentent exposés et vulnérables à des problèmes de santé mentale
- **80%** jugent que la France est un des plus beaux pays du monde
- **64%** estiment que la France est en déclin (4% en progrès, 32% ni l'un ni l'autre)
- **52%** considèrent qu'elle n'est plus une puissance économique
- **75%** estiment que la société injuste (+7 pts en 3 ans)
- **69%** estiment que le système éducatif ne fonctionne plus
- **50%** déplorent que la France ait perdu son influence sur la scène internationale
- **72 %** pensent que l'identité de la France est menacée, dont **64 %** par l'immigration
- **64%** vivent bien le changement à partir du moment où ils ont pu le choisir, et **15%** l'apprécient même, le vivent comme un stimulant de la vie
- **54%** des plus diplômés savent diagnostiquer leur impact environnemental, contre **31%** des moins diplômés
- **38%** des - de 35 ans louent dès qu'ils le peuvent au lieu d'acheter, **16%** des + de 50 ans
- **77%** des plus modestes sont freinés dans leur adaptation par manque de moyens financiers (mobilité, rénovation, alimentation, etc.), contre **51%** des plus aisés
- **69%** des habitants de l'agglomération parisienne peuvent privilégier le train à la voiture quand ils le souhaitent, contre **39%** des ruraux
- **40%** de ceux qui se sentent freinés dans leur volonté d'adapter leurs habitudes de vie vivent comme une injustice le fait d'en être empêchés pour des raisons financières ou à cause de l'endroit où ils vivent
- **44%** considèrent qu'ils ont « plus à y gagner qu'à y perdre » d'essayer d'adapter son mode de vie pour diminuer son impact sur l'environnement, **34%** « autant à y gagner qu'à y perdre », **22%** « plus à y perdre qu'à y gagner »
- **84%** à **92%** souhaitent maintenir le système de solidarité pour les différents risques auxquels ils sont exposés (santé, dépendance, emploi, retraites, Cat Nat, etc.), mais parmi eux **30%** à **42%** jugent qu'il n'y a plus les moyens en France pour le faire
- **87%** ont besoin que leur vie familiale prenne une place importante pour se sentir bien dans leur vie, **80%** pour la vie sociale, **76%** pour le travail
- **81%** préfèrent la stabilité du CDI (plutôt qu'être en CDD ou en mission)
- **87%** préfèrent la fiabilité de quelques amis très proches sur qui compter (plutôt qu'être entouré de beaucoup de monde dans son cercle de connaissances)
- **79%** préfèrent la sérénité d'une vie calme, en prenant son temps (plutôt que vie à mille à l'heure, faire toujours pleins de choses et relever sans cesse des défis)
- **75%** ambitionnent de vivre tranquillement en faisant des projets de moyen et long terme, plutôt que vivre à fond à chaque instant

POURQUOI LE BAROMÈTRE DES TERRITOIRES ?

Elabe publie la 3ème édition du Baromètre des Territoires, en partenariat avec l'Institut Montaigne et SNCF. Réalisée auprès de 10 000 personnes dans les 12 régions métropolitaines, cette étude décrit le quotidien des femmes et des hommes qui vivent en France, pour mieux comprendre ce qui construit leurs opinions, motive leur vote ou leur abstention, produit colère, espoir, joie, partage, repli ou lassitude.

Le Baromètre des Territoires explore sans tabou ni a priori tous les aspects de la vie quotidienne : pouvoir d'achat, santé, sécurité, événements climatiques extrêmes, logement, éducation, travail, mobilité, rapport à l'information et à leurs élus, leurs voisins, à l'« étranger », tracas et peurs existentielles, petites aspirations et grands rêves, ...

Après « La France en morceaux » pendant les « gilets jaunes » (1er semestre 2019), et « Une France convalescente, une France du proche » en sortie de Covid (2nd semestre 2021), cette 3ème édition s'attache à comprendre comment les Français et les territoires dans lesquels ils vivent s'adaptent à l'empilement des crises sociale, écologique et politique. Perte de repères, nouveaux risques, nouveaux interdits, nouvelles opportunités, à quel horizon les Français aspirent-ils ?

" J'espère que mes réponses serviront, car j'ai le sentiment que les citoyens français ne sont jamais entendus."

Femme de 30 ans, rural dans l'Hérault, employée, diplômée niveau licence, électrice RN

" J'ai bien aimé ce sondage car on ne porte pas assez attention aux idées des Français de nos petits bourgs, des campagnes, tout tourne autour des villes parce que plus de faits divers mais on existe aussi. Merci. "

Femme de 62 ans, périurbain dans la Morbihan, retraitée ancienne coiffeuse, diplômée niveau CAP, abstentionniste

" Intéressant mais fera-t-il changer les choses ? L'opinion du peuple intéresse-t-il les dirigeants dans leur tour d'ivoire ? ils sont hors connexion"

Homme de 69 ans, rural dans le Pas-de-Calais, retraité ex-technicien, diplômée niveau CAP, électeur NFP sympathisant LFI

" Enquête intéressante j'espère que les sujets sérieux seront pris en compte par les personnes responsables de ce pays. "

Femme de 63 ans, résidente des Hauts-de-Seine, employée dans le privé, diplômée niveau licence, électrice LR

1. Français vulnérables, France impuissante

1.1. Des Français en insécurité(s)

Il y a 5 ans, le SARS-CoV-2 était détecté pour la première fois à Wuhan. C'était le début d'une crise sanitaire jusqu'alors inimaginable. Et **le début d'une nouvelle ère : celle de la polycrise**. Crise sanitaire, inflation, crise géopolitique, crise climatique, crise politique, crise budgétaire – et bientôt économique – et sentiment d'insécurité galopante s'empilent désormais.

Derrière ces mots, égrenés à l'envi dans les tous les media par des responsables politiques, experts et commentateurs de la vie publique, ce sont 68 millions de quotidiens perturbés, voire bouleversés.

L'accumulation de ces chocs produit un **effacement inédit des fractures socio-économiques et territoriales historiques** en tant que clés de lecture, de diagnostic et de recherche de solutions dans notre pays : la peur de l'agression a dépassé les frontières des quartiers dits « sensibles », la crainte de ne pas pouvoir se soigner a contaminé les grands centres urbains, l'expérience du « renoncement » au supermarché a atteint le portefeuille des cadres, la crainte de voir sa maison endommagée par une catastrophe naturelle a gagné tout le pays et toutes les bourses.

Désormais, l'insécurité est collective, et se conjugue au pluriel :

- Insécurité économique et sociale,
- Insécurité physique et climat de tension qui alimente la crainte de l'autre,
- Insécurité climatique,
- Insécurité sanitaire.

Insécurité socio-économique : le spectre du déclassement pèse sur le quotidien

" Baisse constante du pouvoir d'achat. Si cela continue ainsi je travaillerai juste pour payer toutes les charges et je n'aurai plus la possibilité de faire face à un aléa financier (voiture, santé dentaire...)."

Femme de 48 ans, péri-urbain dans les Vosges, profession intermédiaire, diplômée niveau licence, électricienne RN

Quand l'inflation a dépassé les 2% fin 2021, tous les foyers n'ont pas affronté l'envolée des prix sur un pied d'égalité. Les arbitrages et les renoncements sur l'essentiel (alimentation, santé, mobilité) étaient déjà quotidiens pour une partie de la population, ils étaient inédits ou exceptionnels pour une partie de la classe moyenne supérieure et les plus aisés.

La durée et l'intensité de la crise inflationniste ont brisé le traditionnel bouclier que constituait le capital socio-économique et culturel. La pression de la fin du mois est devenue une expérience commune dans toutes les catégories de population : 57% des employés et ouvriers craignent d'avoir du mal à boucler leurs fins de mois, 50% des professions intermédiaires et 44% des cadres.

Bien entendu, arbitrages et renoncements ne sont pas tous comparables. Pour autant, la plupart des Français ont désormais appris à remplir leur caddie différemment, et retards de soins ou renoncement complet par manque de moyens financiers sont devenus une réalité pour près d'un tiers d'entre eux (31%), qu'ils soient cadres (29%), professions intermédiaires (33%), employés (38%), ouvriers (37%), étudiants (29%), retraités ex-CSP+ (17%) ou ex-CSP- (25%).

Pour près de 4 Français sur 10 (après avoir atteint un niveau haut à 45% en 2022 et 2023), finir le mois n'est possible qu'au prix de restrictions sévères (29%), d'emprunts ou de puiser dans ses réserves, quand on en a encore (9%). La fin du mois est une charge mentale qui alourdit le quotidien (55%), marqué par :

- Des difficultés régulières à payer ses factures d'électricité, de gaz ou de fioul (23% de ceux contraint de se restreindre pour boucler le mois), ses frais de transport (22%), ses factures de communication (19%), les frais de cantine ou de périscolaire des enfants (11%).
- Des retards ou impayés de loyer réguliers (17%)

- Jusqu'à la nécessité de déménager et laisser derrière soi son lieu de vie, qui frappe un Parisien sur cinq, et un parent isolé sur cinq.

Cette pression est telle qu'elle fait désormais planer la menace du « déclassement » dans toutes les catégories socio-professionnelles : 57% des employés et ouvriers redoutent de devoir changer leur façon de vivre par manque d'argent, 57% des professions intermédiaires et 52% des cadres.

Insécurité physique et climat de tensions : le sentiment d'être sans défense

" Il y a une augmentation des agressions (féminicide, sur fond religieux...), les procès sont longs et les résultats peu satisfaisants. Plus d'individualité dans la société, moins de tolérance."

Femme de 24 ans, agglomération d'Avignon, profession intermédiaire, électricienne NFP sympathisante LFI, diplômée niveau master

Que manque-t-il à notre pays pour qu'il y fasse « bon vivre » ? La réponse est franche et sans appel : **sécurité et respect** (38% et 37% de citations, 1^{er} et 2^{ème} items cités).

La peur d'être agressé a franchi le mur des « quartiers » :

- 46% des Français s'y sentent exposés et vulnérables (signe de la crainte de la « contagion », c'est 2 fois plus que la proportion de Français qui se sentent actuellement en insécurité dans leur quartier)
- 50% dans les zones « quartiers prioritaires de la ville » (QPV), 44% dans les zones « non-QPV ».

Cette peur envahit nos vies sociales numériques, et elle est d'autant plus pesante qu'elle plane désormais sur nos enfants : **sur les réseaux ou « dans la vraie vie », 59% des parents redoutent que leurs enfants soient victimes d'une agression ou de harcèlement scolaire.**

Et contrairement aux idées reçues, **ce sentiment d'insécurité physique traverse tout le spectre politique :**

- 43% des électeurs NFP
- 41% des électeurs Ensemble
- 47% des électeurs LR
- 54% des électeurs RN
- 43% des abstentionnistes

Diffuse et sans distinction de classe, cette crainte touche en revanche beaucoup plus durement les femmes, et notamment les jeunes femmes, que les hommes : **en 2025, une femme de moins de 35 ans sur deux déclare avoir déjà été victime de harcèlement**, soit plus de 6 millions de femmes âgées de 18 à 34 ans sur le territoire français.

Le spectre du danger est alimenté par un **climat de tensions, d'incivilités (2 Français sur 3 déclarent en avoir été victime, dont près d'1 sur 2 à plusieurs reprises), une difficulté à « vivre ensemble » en France et dans son quartier, qui rend le quotidien pesant, voire angoissant :**

- Le sentiment de vivre « côte à côte » (58%), voire les « uns contre les autres » (36%),
- Dans un climat de méfiance vis-à-vis de ses voisins (43%),
- Avec la crainte de ne pas être secourus en cas d'agression (55%),
- 55% redoutent des conflits violents entre groupes et communautés,
- Et 1/3 des habitants des grands centres urbains voient la tranquillité de leur quartier perturbée par les trafics de drogues, voire leur sécurité mise en danger (45% en Seine-Saint-Denis, 36% à Paris, 36% dans le Val-d'Oise, 52% à Marseille).

Les conséquences du dérèglement climatique, une nouvelle insécurité

" Toutes les catastrophes dues au changement climatique font peur et les projets de voyage ou d'achat sont difficiles à envisager sans crainte. "

Femme de 68 ans, agglomération nantaise, retraitée de la fonction publique catégorie C/D, électrice Ensemble, diplômée niveau bac

Canicules devenues la norme, inondations à répétition, incendies sur tout le territoire, maisons fissurées... Ces dernières années, la France a découvert la vulnérabilité climatique.

1 Français sur 2 redoute de subir des **conditions de vie de plus en plus rudes à cause du dérèglement climatique** (canicules, inondations, ...); 4 sur 10 de subir des **dégâts liés aux catastrophes naturelles sur leur habitation et/ou les infrastructures autour de chez eux** (routes, lignes électriques, ...). Les épisodes auparavant extraordinaires sont devenus aujourd'hui dramatiquement ordinaires. En quelques années, les Français sont passés en matière de catastrophe climatique du virtuel au réel, du lointain au proche, des images de drames du bout du monde aux scènes de désolation à quelques encablures de chez eux. **La crainte de voir son habitat détruit par les conséquences du dérèglement climatique traverse dorénavant tout le pays :**

- 44% des habitants des zones les plus exposées aux catastrophes naturelles (au sens « reconnues officiellement par arrêté ») craignent de voir leur habitat dégradé par une catastrophe
- 42% des habitants des zones les moins exposées

Elle menace sans discrimination de classe, les foyers aisés et modestes :

- 43% des foyers les plus modestes partagent cette peur
- 39% des foyers les plus aisés

Elle rend caduque une lecture politique des conséquences de la crise climatique. Aucun bulletin de vote n'échappe à cette crainte :

- 43% des électeurs NFP
- 37% des électeurs Ensemble
- 43% des électeurs LR
- 40% des électeurs RN
- 39% des abstentionnistes

Au-delà des craintes pour leur habitat, **les habitants du pourtour méditerranéen, des massifs alpins, pyrénéens, jurassiens, vosgiens et du Massif central, ainsi que les régions viticoles du Sud-Ouest alertent encore plus fortement sur la menace que les conséquences du dérèglement climatique font peser sur l'économie et les emplois de leur région :**

- 75% dans les Pyrénées-Orientales, 64% dans l'Aude, 50% dans Hérault, 53% dans le Gard, 51% dans le Var, 50% dans les Alpes-Maritimes
- 50% dans le Jura, 56% en Haute-Savoie, 54% en Savoie
- 46% en Gironde, 48% en Charente, 49% en Charente-Maritime

Cette nouvelle menace est accentuée par un sentiment d'impuissance individuelle, symptôme d'une **culture de la prévention balbutiante** : en cas de sécheresse, tempête ou inondation, un Français sur deux concède ne pas être certain de savoir comment réagir et un sur quatre ne pas du tout être prêt. Preuve pourtant que le citoyen français n'est pas hermétique à la prévention, les leçons tirées de la canicule mortelle de 2003 ont produit leurs effets : un Français sur deux sait aujourd'hui précisément comment réagir en cas de canicule.

L'insécurité sanitaire, l'effondrement d'une fierté française

" Je ne veux pas vivre dans un pays qui m'intoxique, qui me tue à petit feu, qui m'empêche de respirer et d'être en bonne santé. "

Femme de 73 ans, péri-urbain gardois, retraitée libérale, électricienne RN, diplômée niveau bac pro

" Les services publics, notamment dans le médical, disparaissent les uns après les autres. Il faut faire de plus en plus de kilomètres pour se soigner. C'est discriminant. "

Femme de 50 ans, péri-urbain isérois, libérale, électeur NFP (sympathisants Parti Communiste), diplômée niveau master/doctorat

" Je me demande si ma pension de retraite sera suffisante pour bien vivre dans quelques années et pourra me permettre de payer une aide à domicile afin de finir ma vie chez moi et non pas dans un mouvoir (EHPAD). "

Femme de 68 ans, rural dans la Sarthe, retraitée cadre, électricienne LR, diplômé niveau bac général

Gêne respiratoire, asthme, risque de cancers, détection de nouvelles pollutions « éternelles » ont fait irruption dans le quotidien de nombreuses familles. 43% des Français craignent de **tomber malade à cause des pollutions** de l'eau, de l'air et des sols. Jeunes adultes, quarantenaires ou retraités, la peur sanitaire des pollutions n'épargne aucune classe d'âge :

- 50% des moins de 35 ans
- 47% des 35-49 ans
- 42% des 50-64 ans
- 35% des plus de 65 ans

5 ans après avoir découvert notre immense vulnérabilité collective au risque sanitaire, **le modèle de santé à la française (accès à la santé partout et pour tous) ne parvient plus à tenir sa promesse**. L'expérience du médecin qui ne prend plus de nouveaux patients, du rendez-vous attendu dans 10 mois, du dépassement impossible à payer, du médicament déremboursé ou porté manquant à la pharmacie de son quartier transforment la promesse d'égalité d'accès aux soins en slogan vide de sens, voire en mensonge. En 2025, la difficulté financière de l'accès aux soins (41%) et la difficulté d'accès aux soignants (46%) portent à **54% la part des Français redoutant de ne pas pouvoir se soigner** :

- 53% des cadres
- 55% des professions intermédiaires
- 55% des ouvriers et employés
- 50% des retraités (53% ex CSP- et 47% ex-CSP+)
- 52% des habitants des zones les mieux dotées en offre de soins
- 62% des habitants des zones les moins bien dotées

Conséquence de l'empilement des crises, le stress, la dépression et l'anxiété font partie du quotidien de nombreux individus. Alors que les urgences psychiatriques tirent déjà la sonnette d'alarme, **41% des Français craignent d'avoir des problèmes de santé mentale**. Génération Covid, les jeunes de 18-24 ans y sont particulièrement exposés (58%).

L'insécurité sanitaire est renforcée par la crainte d'être, ici aussi par manque d'anticipation, brutalement rattrapé par **la dépendance**. 40% des individus se sentent exposés et vulnérables au risque de devenir aidant. Et ce, quel que soit son âge ou son capital socio-économique :

- 39% des moins de 35 ans
- 44% des 35-64 ans
- 32% des plus de 65 ans
- 48% des cadres
- 44% des professions intermédiaires
- 39% des ouvriers et employés

Les boucliers traditionnels (capital socio-économique et culturel, lieu de vie, âge) ne protègent plus. Sans protection, les Français se sentent vulnérables : les chocs et les transitions deviennent alors des risques, des insécurités. Menacés et affaiblis, c'est tout un quotidien mais aussi tout un avenir que les Français perçoivent fragiles, incertains : 63% essaient tant bien que mal de se projeter mais expriment des doutes sur la possibilité de réaliser leurs projets ; pour 17%, il est même devenu impossible d'en faire. Alors qu'ils ont « toute la vie devant eux » selon la formule consacrée, 71% des 18-24 ans expriment leurs difficultés à se projeter et pour 11% cela leur est même impossible.

Le cri d'alarme des jeunes

Dans ce monde d'insécurités, personne n'est épargné. Mais cette homogénéisation ne doit pas cacher une tendance de fond : la fragilité des jeunes.

Si le niveau d'exposition et de vulnérabilité aux risques est élevé dans l'ensemble des catégories de population, les moins de 35 ans apparaissent particulièrement fragiles :

- Sur le terrain social : 47% des 18-34 ans se sentent exposés et vulnérables au risque d'être **isolé, de se sentir seul**, soit 15 à 20 points de plus que leurs aînés. 45 % pointent le spectre de l'ennui (« Là où je vis, il n'y a grand-chose à faire pour les jeunes »)
- Sur le terrain sanitaire : 56% se sentent exposés et vulnérables aux problèmes de **santé mentale**, soit 20 à 30 points de plus que leurs aînés
50% craignent de **tomber malade à cause des pollutions**, soit 10 à 15 points de plus que leurs aînés
- Sur le terrain sécuritaire : 40% ont peur d'être **victime de harcèlement**, soit 15 à 20 points de plus que leurs aînés
52% craignent d'être **victime d'une agression**, 10 à 15 points de plus que leurs aînés
- Sur le terrain économique : 61% craignent de devoir **changer leur façon de vivre à cause d'une baisse de leur pouvoir d'achat**, soit 10 à 15 points de plus que leurs aînés. 1 sur 2 font le constat de la difficulté de trouver un emploi là où ils vivent

Si la crise Covid n'est pas explicative de tous ces maux, la pandémie a provoqué une dégradation importante de la santé mentale des Français, et notamment des jeunes.

Les confinements successifs, la sensibilité à l'anxiété de leurs proches dans le huis clos familial, les conditions de scolarité altérées, la peur d'attraper le virus, le ralentissement de l'économie, la réduction de la vie sociale, la précarisation ou perte d'emploi et bien d'autres facteurs déterminants ont plongé une grande partie d'entre eux dans un état émotionnel et psychologique fragilisé.

1.2. France impuissante, colosse aux pieds d'argile

La peur du déclassement individuel se double du constat d'un déclassement collectif : ces deux déclassements s'entretiennent mutuellement.

Dans une France que l'on aime...

" J'y suis née c'est mon pays, j'ai mes habitudes, et c'est un très beau pays. "

Femme de 70 ans, agglomération toulousaine, retraitée de la fonction publique catégorie C/D, diplôme niveau bac général, électrice Reconquête

" C'est mon pays, c'est là où j'y ai mes meilleurs ami.e.s, ma famille, c'est là où j'ai grandi et reçu une éducation. Ce sont mes racines et c'est ma culture. "

Femme de 30 ans, rural jurassien, fonction publique territoriale catégorie B, diplômée niveau master, abstentionniste ancienne électrice de gauche

" La langue, la culture riche et influente, et son rôle dans l'histoire mondiale. "

Homme de 23 ans, périurbain dans le Finistère, professeur des écoles, diplômé niveau master, électeur NFP sympathisant PS

Toutes les générations ont appris et hérité de leurs aînés la fierté de **l'exception française** : un modèle social unique, une école de l'égalité des chances, un ascenseur social revendiqué, un art de vivre que le monde nous envie (gastronomie, architecture), des espaces naturels à couper le souffle, une économie ancienne mais puissante, une voix respectée dans le concert des nations.

Plus de 230 ans après la proclamation de la 1^{ère} République, **l'attachement à la France est et reste massif (80%)**.

- **Qu'est-ce qu'être Français aujourd'hui selon ses habitants ?** Le premier dénominateur commun qui doit nous unir est le **respect des valeurs de la République Liberté, Egalité et Fraternité** (62%, 1^{er} item cité largement devant les autres). Être Français en 2025, c'est avant tout chose partager la devise commune et la respecter ; bien avant la contribution aux impôts (43%, 2^{ème} item), la nationalité (41%, 3^{ème} item cité) et la langue (41%, 4^{ème} item cité). Cet attachement à la France génère son corollaire : une crainte nettement ancrée mais clivée tant politiquement que générationnellement : **72 % pensent que l'identité de la France est menacée, dont 64 % à cause de l'immigration**.

... mais devenue un colosse aux pieds d'argile, impuissant à maîtriser son destin

" Tout part à la dérive et notre si beau pays est en train de devenir une risée, le tiers-monde. "

Femme de 38 ans, rural dans les Vosges, employée, électrice RN, diplômée niveau licence/BTS

" La France se comporte comme un pays riche alors que notre état ne l'est plus depuis longtemps, il suffit de voir les problèmes augmentant tous les ans pour le budget de l'Etat. "

Homme de 57 ans, rural dans l'Aude, cadre au chômage, électeur RN, diplômé niveau master

Que reste-t-il de la grande et puissante France qui protégeait ?

Bien sûr la France magnifiée par les Jeux Olympiques : un grand pays de culture (83%) et un des plus beaux pays du monde (80%).

Pour le reste, les Français ont le sentiment de voir s'éloigner des fiertés **qu'ils regardent avec nostalgie**. 2 Français sur 3 dépeignent **une France en déclin, une France qui n'a plus les moyens d'être celle qu'elle était**, 75% décrivent **une France injuste (en hausse de 7 points par rapport à 2021)** :

- Qui a perdu sa puissance économique (52%), dans laquelle il est difficile d'entreprendre (56%)
- Qui ne tient pas sa promesse sociale : un modèle social en panne (45%), un modèle de redistribution inefficace (55% ont l'impression de contribuer davantage au système que

d'en bénéficier), un système éducatif qui n'est plus à la hauteur de la promesse républicaine (69%)

- Qui a perdu son influence sur la scène internationale (50%)

Ce constat est partagé de tous : que l'on soit cadre ou ouvrier, une majorité a le sentiment d'être perdante dans notre système fiscal (60% et 52%) ; que l'on soit contraint ou pas de se restreindre pour boucler ses fins de mois, tous dénoncent une société injuste (68% et 77%).

Symptôme de ce délitement, les élus sont jugés impuissants pour améliorer la vie des gens, et les figures d'autorité ont perdu de leur aura dans la société.

- **Ceux qui « décident »** : moins de la moitié des Français estiment que le Président de la République a les moyens de faire changer la vie des gens (45%) ; et de même à l'échelon local pour le maire (48%). Les entreprises ont ici un crédit d'action plus élevé (52 %) et un capital de confiance supérieur aux différents élus (46 % soit 13 % de plus que les présidents de région, 16 % de plus que le député, 25 % de plus que le Président de la République)
« A quoi ça sert d'aller voter ? » : cette phrase entendue à chaque élection dans tous les reportages sur l'abstention en est un des symptômes. C'est ce constat d'impuissance à agir face aux crises qui nourrit la défiance généralisée à l'égard du politique : 3 Français sur 10 estiment qu'aucun politique ne se soucie de l'amélioration de la vie des citoyens, ni de résoudre les problèmes de la France, 4 sur 10 qu'ils ne s'intéressent pas au quotidien et aux aspirations des gens, 5 sur 10 qu'ils ne savent pas mettre leur ambition personnelle de côté pour se mettre au service de l'intérêt général ; le reste de la population refuse la généralisation du constat à la totalité de la classe politique mais l'applique à une majorité.
- **Ceux qui « régulent »** : souvent opposés dans le débat public, le duo police / justice est pourtant réuni autour d'un enjeu commun, le respect de son autorité. 3 Français sur 4 estiment que l'autorité et la parole des policiers et juges ne sont jamais ou pas toujours respectées .
- **Ceux qui « savent »** : la parole du médecin, de l'enseignant, du scientifique sont largement mises en doute. Plus de deux tiers des Français trouvent que leur parole est mise en doute. Et même la véracité des statistiques publiques est questionnée : 61% ne font pas confiance aux chiffres sur le chômage, sur la dette, sur le nombre d'agressions, etc.
- **Ceux qui « informent » et « racontent » la France** : si la parole est dévalorisée, c'est aussi la conséquence d'une défaillance des « conteurs » de la société. Lorsqu'il devient difficile de faire la différence entre une opinion et les faits, entre une vraie photo et une image artificiellement et numériquement construite de toute pièce (88% ont déjà douté d'une information, 87% d'une image/vidéo), la confiance est rompue avec ceux dont la mission est d'informer : les journalistes (66% « pas confiance »), les chroniqueurs et éditorialistes (70%), les influenceurs (84% y compris 74% chez les moins de 25 ans). 57% dénoncent le traitement médiatique de l'actualité, jugeant que les sujets évoqués ne correspondent pas à leurs préoccupations, 47% les jugent trop catastrophistes par rapport à la réalité (23% trop optimistes, 29% traitement équilibré)

Le diagnostic est clair et rassemble : en dehors de la beauté de la carte postale et la fierté du souvenir, la France ne tient plus ni son rang ni sa promesse. Chacun fait l'expérience, quel que soit son âge, son portefeuille, son lieu de vie, sa position sociale, son vote, d'insécurité croissantes (économique, sociale, écologique, sécuritaire, sanitaire). Chacun partage ce sentiment de vulnérabilités et de délitement qui dessine une France désemparée. Chacun constate l'impuissance des réponses politiques et s'en éloigne hors des moments décisifs.

Dans ce monde post Covid, l'enjeu de chaque individu, chaque foyer, chaque famille est de résister aux chocs, de trouver de nouveaux repères, de « s'acclimater », pour ne pas rester « Lost in transition ». Par contrainte ou par choix, à leur rythme, et avec des solutions à leur portée, par pragmatisme davantage que par idéologie, une majorité de nos concitoyens agit pour s'adapter à ces transitions. Mais là aussi ils se heurtent à des difficultés et des injustices qui les entravent et les freinent.

2. S'adapter pour se protéger

2.1. Non, nous ne sommes pas des « gaulois réfractaires »

Le changement, même pas peur

Le 29 août 2018, devant la reine de Danemark, Margrethe II, Emmanuel Macron parlait des Danois comme d'un « *peuple luthérien* » ouvert aux transformations, en opposition aux Français, qualifiés de « *Gaulois réfractaires au changement* ».

Reconnaissant lucidement leur côté râleurs (86% dessinent la France comme un *pays de râleurs*), les Français battent cependant en brèche l'idée qu'ils seraient imperméables au changement : 64% vivent bien le changement à partir du moment où ils ont pu le choisir, et 15% l'apprécient même, le vivent comme un stimulant de la vie.

Qu'on leur colle l'étiquette de « conservateurs de droite » (respectivement 65% et 16% des électeurs LR aux législatives 2024 affirment bien vivre le changement voire l'apprécier), de « progressistes de gauche » (67% et 16% des électeurs NFP), d'électeurs du camp qui a promu la « start up nation » (66% et 14% des électeurs Ensemble) ou de « protestataires » du RN (64% et 13% des électeurs RN), tous sont prêts à opérer des changements dans leur vie.

L'adaptation : pas une idéologie, le besoin pragmatique de se protéger

Pour la plupart, le changement n'est pas un débat idéologique, mais un choix pragmatique. Dans une époque de crises permanentes, s'adapter est un réflexe de survie, une nécessité.

" Au final c'est ce que l'on va laisser à nos enfants alors tous les sacrifices en valent la peine."

Homme de 54 ans, rural dans le Lot-et-Garonne, vendeur en magasin, électeur RN, diplômé niveau bac général

" Ces habitudes peuvent au global nous faire perdre certains comforts auxquels nous sommes habitués, mais le gain sera visible à moyen long terme."

Homme de 44 ans, agglomération niçoise, ingénieur, électeur LR, diplômé niveau master

" En contribuant à la diminution de l'impact, c'est ma qualité de vie qui en bénéficie"

Homme de 75 ans, péri-urbain dans le Var, retraité ancien cadre d'entreprise, électeur LR, diplômé niveau inférieur au bac

" L'avenir de mes enfants mérite bien de remettre en question ma façon de vivre. J'ai la chance de vivre dans un environnement urbain où les transports en commun, le vélo sont faciles à utiliser, cela ne me coûte pas grand-chose de beaucoup moins utiliser ma voiture, j'ai les moyens de changer mon mode de chauffage, de prendre le train, de manger moins de viande ... "

Femme de 63 ans, résidente des Hauts-de-Seine, retraitée d'une profession libérale, électrice Ensemble, diplômée niveau master ou doctorat

- La plupart des Français ne font pas leur « transition écologique » mais cherchent plutôt à agir avec leurs moyens pour se protéger quand les pollutions, les inondations, les pénuries d'eau, les canicules, les fissures, le recul du trait de côte, deviennent des menaces pour leur santé, leur maison et leur emploi, aujourd'hui, là où ils vivent.
- La plupart ne sont allergiques ni au capitalisme, ni à la propriété privée ou des « ayatollahs de l'économie circulaire » mais cherchent plutôt à « vivre avec leur époque », quand « acheter neuf » n'est plus indispensable pour « vivre bien », quand louer, donner, acheter en 2nde main, réparer peuvent nous protéger (de l'inflation, et protéger des ressources dont on risque de manquer) ; que ce soit par conviction ou par contrainte, pour faire des économies ou pour réduire l'impact de son mode de vie sur l'environnement et quelle que soit leur situation financière, les Français se tournent vers la réparation de leurs équipements avant de les jeter (85%), vers le don de ce qu'ils n'utilisent plus à des associations, recycleries, ressourceries (81%), et dans une moindre mesure vers la location d'équipement (18%) ou de leur logement (16%) lorsqu'ils ne les utilisent pas.

- La plupart ne veulent pas « mettre fin au barbecue » mais cherchent plutôt à adapter la composition de leur assiette et celle de leurs enfants à une époque où l'on prend conscience que limiter notre consommation de viande peut protéger notre santé et soulager par la même occasion notre portefeuille (75% mangent moins de viande ; 78% chez ceux contraints de se restreindre pour boucler leurs fins de mois, 74% chez ceux qui bouclent leurs fins de mois sans se restreindre / entre 67% et 85% selon les différents électors).

" Souvent ça fait des économies et ça évite de la pollution donc c'est mieux pour mon budget, pour ma santé, pour la nature."

Femme de 65 ans, péri-urbain dans l'Hérault, retraitée ancienne employée de bureau, électricienne NFP (sympathisante LFI), niveau bac général

2.2. Mais nous sommes inégaux dans la capacité à s'adapter

Quand on peut, on veut (et pas l'inverse) : information, moyens financiers, territoire de vie, nous ne sommes pas tous logés à la même enseigne.

Pour pouvoir s'adapter, le préalable est d'identifier ce sur quoi agir efficacement : 54% des plus diplômés savent diagnostiquer leur impact environnemental, contre 31% des moins diplômés.

Ceux qui ont grandi avec les outils numériques et dans une société où la propriété n'est plus l'alpha et l'omega de la réussite sociale, se tournent plus facilement vers les plateformes qui développent une économie de l'usage : 38% des moins de 35 ans louent dès qu'ils peuvent au lieu d'acheter, contre 16% des plus de 50 ans ; 62% des moins de 35 ans récupèrent des paniers anti-gaspi, contre 40% des plus de 50 ans.

Si le gain économique est parfois un co-bénéfice, voire le levier de certains changements de comportement de la vie quotidienne, l'aspect financier est d'abord un obstacle majeur à l'adaptation : 77% des plus modestes sont freinés par manque de moyens financiers (mobilité, rénovation, alimentation, etc.), contre 51% des plus aisés.

" Changer sa façon de consommer a un coût. L'écologie au quotidien n'est pas donnée à tout le monde comme le "manger mieux"."

Homme de 48 ans, agglomération angevine, agent de la fonction publique catégorie C/D, électeur NFP (sympathisant LFI), diplômé niveau bac général

Le territoire dans lequel on vit, lorsqu'il est éloigné des grandes infrastructures, notamment de transport, est également une barrière : 69% des habitants de l'agglomération parisienne peuvent privilégier le train à la voiture quand ils le souhaitent, contre 43% des ruraux ; 77% des franciliens et 61 % des habitants de Sud-PACA estiment vivre dans un lieu bien desservi par les transports en commun, contre seulement 45% des habitants de Nouvelle-Aquitaine, de Bourgogne Franche-Comté et du Centre-Val de Loire.

La capacité à s'adapter, la nouvelle inégalité ?

Dans un monde où l'adaptation est un besoin vital pour traverser les crises et prendre le chemin d'une transition, le risque de la division réside dans la capacité ou l'incapacité à se mobiliser collectivement et individuellement face aux changements. Comment faire en sorte que l'injonction « il faut changer » ne se heurte pas à la force du réel « Oui, il faut changer mais je n'en ai pas les moyens ». Les déterminants psychologiques de chacun jouent évidemment un rôle dans le rapport au changement. Si les variables traditionnelles qui structuraient jusqu'à peu les lignes de fractures dans la société se sont largement estompées

sous l'effet d'une homogénéisation des vulnérabilités et d'un quasi-consensus sur l'état de la France, elles sont toujours opérantes quand il s'agit d'analyser la capacité à épouser les bouleversements en cours dans la société française.

C'est cette nouvelle inégalité qui est une des sources des récentes crises sociales des dernières années : gilets jaunes, retraites, agriculteurs. « Vous me demandez de renoncer au diesel, mais je n'ai même pas les moyens de changer mes pneus ». « Vous me demandez de travailler plus longtemps mais vous ne savez pas ce que c'est d'avoir le dos cassé ». « Je dois modifier la façon dont je pratique mes récoltes, mais vous laissez entrer sur notre territoire des produits qui n'ont pas les mêmes contraintes ». A chaque fois l'injonction s'est heurtée au sentiment d'injustice et à la défiance à l'égard du « système » qui n'anticipe pas et ne donne pas les moyens de la transition.

2.3. « Pouvoir de vivre » : une adaptation contrainte pour freiner la chute

" Les prix au global (assurances, alimentaire, voiture, consultations etc.) augmentent quand mes revenus stagnent voire baissent. Malgré des astuces pour économiser (applications, attention portée à ma manière de vivre) j'ai l'impression de devoir en faire toujours plus pour avoir le même niveau de vie qu'il y a plusieurs années."
 Femme de 30 ans, agglomération lilloise, infirmière, abstentionniste, diplômée niveau licence

Des renoncements communs

La crise inflationniste n'a pas effacé les inégalités de revenus. Les 20% des ménages les plus aisés ont toujours un niveau de vie plus de 4 fois supérieur aux 20% des ménages les plus modestes (Insee, juillet 2024). Pour autant, **tous ou presque, avec une intensité et des « points de départ » différents, ont le sentiment de ne plus vivre comme avant.** Que l'on soit cadre, enseignant ou ouvrier, la plupart des Français sont contraints de s'adapter, de faire de nouveaux arbitrages, de compter pour préserver « ce qui compte » :

- 80% attendent les bons plans et les promos avant d'acheter (79% cadres, 82% professions intermédiaires, 79% ouvriers et employés)
- 70% achètent moins de quantité (64%/70%/71%)
- 76% réduisent les dépenses non essentielles pour conserver leur niveau de vie sur les achats essentiels (69%/77%/79%)
- 69% font des économies sur les dépenses du quotidien pour continuer de se faire plaisir sur certains achats, sorties ou en vacances (66%/74%/71%)
- 67% renoncent aux marques (60%/66%/69%)
- 59% réduisent ou renoncent à certains déplacements (55%/59%/61%)

Pour les plus modestes, l'antichambre de la précarité

Si chacun expérimente son « propre » déclassement, les Français les plus modestes, pour la plupart déjà contraints avant même la crise inflationniste de mettre en place des stratégies de « survie », subissent de plein fouet la hausse du coût de la vie. Rappelons que pour les 20% des ménages les plus modestes, les dépenses contraintes (loyer/emprunt, énergie, téléphone, internet, transport) représentent près du tiers de leurs revenus, contre un cinquième pour les 20% des ménages les plus aisés. **Pour les individus, couples et familles qui peinent à boucler leurs fins de mois, l'adaptation tourne au système D et aux sacrifices :**

- Restreindre les activités extra-scolaires ou les cours de soutien de leurs enfants (47%)
- Demander une aide financière à leurs proches (30%)
- Récupérer de la nourriture, des plats cuisinés chez leurs proches (29%)
- Avoir recours aux aides alimentaires (23%)

2.4. « Protection climatique » : chronique d'une adaptation empêchée

Pas un « engagement », un besoin de protection

" Protéger le monde et l'environnement c'est se protéger soi-même."
 Femme de 24 ans, Seine-Saint-Denis, étudiante niveau master, abstentionniste

41% des Français ont peur de voir leur habitation fissurée ou inondée, 43% ont peur de tomber malade à cause des pollutions, 51% redoutent de subir de plus en plus les canicules. Et pourtant, la liste Les Ecologistes n'a fait « que » 5,5% des voix exprimées à la dernière élection européenne en juin 2024, en baisse de 8 points par rapport à celle de 2019. Cet apparent paradoxe n'en est pas un. **S'adapter aux conséquences du dérèglement climatique et se protéger des pollutions n'est pas un engagement politique, pas un geste militant pour la planète, pas une idéologie, c'est un réflexe de protection face à une expérience dramatique ou une crainte rationnelle du danger pesant sur sa santé ou sa maison.**

- Pour 30% des Français, « tenir compte de l'impact de son mode de vie et de sa consommation sur les ressources naturelles, les pollutions et les émissions de gaz à effet de serre » sonne déjà comme une évidence, totalement intégrée à leur façon de vivre.
- Pour 52%, c'est parfois une contrainte, parfois des difficultés, mais c'est le chemin qu'ils essaient d'emprunter au quotidien.
- Pour 9%, c'est une « galère », ils n'y arrivent pas
- Seulement 9% ne se sentent pas concernés, ce n'est pas leur problème, ils ne se posent pas la question.

Bien entendu, 82% des Français (« une évidence, déjà intégré à mon mode de vie » + « parfois des difficultés mais c'est le chemin que j'essaie d'emprunter au quotidien ») ne suivent pas scrupuleusement les recommandations de l'ADEME. Tous n'ont pas adopté une mobilité bas carbone, revu leurs habitudes alimentaires ni rénové leur logement. Ce que cette majorité de Français exprime, ce sont des habitudes héritées auxquelles ils ont renoncé, des arbitrages hier inutiles aujourd'hui consentis, une attention nouvelle à des pratiques apprises à l'âge où l'on apprend à marcher et parler, une nouvelle façon de considérer l'eau qui coule du robinet et la lumière qui éclaire le salon. Ces fameux « petits gestes », et parfois de « grandes décisions », quand ils le peuvent (choix d'habitat, changement de loisirs).

Ce chemin est transgénérationnel, non genré et apolitique :

- 91% des électeurs NFP (respectivement 42% et 49%)
- 92% de ceux d'Ensemble (33% et 59%)
- 90% des électeurs LR (29% et 61%)
- 75% des électeurs RN (22% et 53%)
- 76% des abstentionnistes (27% et 49%)

Mais une adaptation empêchée, entravée : information, solutions, moyens financiers

" Il est plus facile d'être écologique quand on a un compte en banque bien garni (alimentation, logement, transports...)"
 Homme de 50 ans, agglomération toulonnaise, employé de commerce, électeur RN, diplômé niveau bac général

L'adaptation climatique est **une adaptation à l'aveugle**, sur les choix à faire et les résultats de l'action :

- 61% des Français ne savent pas diagnostiquer leur impact : ni combien, ni quels aspects de leur mode de vie émettent le plus de CO₂ (69% chez les personnes ayant un niveau inférieur ou égal au bac, 51% chez celles dotées d'un diplôme du supérieur)

- 40% ne comprennent pas quel sera l'impact réel sur l'environnement des changements qu'on leur demande de faire

C'est également une adaptation **sans mode d'emploi** :

- 62% se sentent démunis, ne comprenant pas « ce qu'il faut faire » (informations contradictoires, complexes, pas très claires)
- 48% ne savent pas par où commencer, ce qu'il faudrait qu'ils changent en priorité
- 66% se retrouvent même dans des situations où leur démarche de changement se heurte à l'absence de solution (offre de transport par exemple)

C'est enfin une adaptation **sans moyens financiers** :

- Alors que plus de 3 Français sur 4 (77%) considèrent qu'avoir la capacité de s'adapter est un des ingrédients du « bien vivre » toutes classes d'âge, classes sociales et préférences politiques confondues, 67% se disent freinés par manque de moyens financiers pour adapter leur mobilité, rénover leur logement, etc.

Dans un territoire qui lui-même ne s'adapte pas

" Les pouvoirs publics n'ont pas pris conscience assez tôt de la gravité des risques et les mesures de prévention nécessaires n'ont pas été prises quand il le fallait (accords de Paris. Le retard sera très difficile à combler sans obliger à des contraintes difficiles à mettre en œuvre. Il y aura des résistants et des mécontents."

Homme de 81 ans, rural dans le Lot, retraité ancien instituteur, électeur NFP (sympathisant LFI), diplômé niveau licence

Le procès en impuissance des élus est sévère. **Les collectivités locales sont pointées du doigt pour leur insuffisance dans l'accompagnement de ces adaptations.**

- Moins d'un tiers des Français jugent que leurs élus locaux prennent les bonnes décisions pour les protéger et protéger les infrastructures locales contre les conséquences du dérèglement climatique et des pollutions (30% sur le terrain des politiques de mobilité - score le plus élevé, 22% sur les services publics de l'eau et de l'énergie pour en réduire l'impact environnemental, 21% sur l'adaptation des zones constructibles, 20% en matière d'information, 20% d'adaptation de leur ville aux canicules, 19% sur l'artificialisation des sols et 17% sur la prévention des dégâts des bâtiments et infrastructures en cas de catastrophes naturelles)
- Un tiers ont le sentiment qu'ils ne font rien du tout pour agir (entre 31% et 36%)
- 13% à 19% qu'ils agissent mais en prenant les mauvaises décisions
- 21% à 33% ignorent si une politique d'adaptation est menée.

Injustices sociales et territoriales, terreau de colère

Entre le besoin d'adapter son mode de vie pour se protéger, protéger sa famille, son habitat d'une part, et les multiples obstacles sociaux et territoriaux rencontrés d'autre part, **le citoyen se retrouve parfois « coincé », « assigné ».** La frustration qui en résulte est le terreau d'une nouvelle colère.

- 40% de ceux qui se sentent freinés dans leur volonté d'adapter leurs habitudes de vie le décrivent comme une injustice sociale ou territoriale
- Pour 23%, l'injonction à changer sa façon de vivre sans en donner les moyens provoque de la colère
- Pour 14%, cela amène au découragement

" J'aimerais changer mon utilitaire qui roule au diesel pour passer en électrique mais je trouve cela excessivement cher et pas adapté à mon usage donc je continue de rouler au diesel. J'y perd car je pollue mais j'y gagne financièrement."

Homme de 43 ans, agglomération nîmoise, artisan, électeur Ensemble, diplômé niveau licence

L'incapacité à abandonner sa voiture thermique est un des symboles de cette crispation : malgré les aides publiques, la voiture électrique représente un coût trop important pour une partie de la population, pourtant convaincue de la nécessité (avant tout pour soi) d'opérer des changements dans son mode de vie. En parallèle, l'incitation à prendre le train et les transports en commun à la place de sa voiture se heurte parfois à la réalité de son lieu de vie, son lieu de travail, la distance du collège de ses enfants. Ruraux, urbains, modestes, aisés, gilets jaunes, militants écologistes, la plupart partagent ce besoin d'adaptation pour protéger l'essentiel, mais leur diplôme, lieu de vie et moyens financiers les séparent.

Si le mouvement est déjà largement enclenché (77% ont déjà mis en place des changements de comportement, à des degrés divers), c'est parce que chacun considère que ne rien faire sera bien pire que de chercher à s'adapter. Qu'elle soit simple ou semée d'embûches, l'adaptation reste un choix gagnant aux yeux de l'opinion publique. Une majorité considère que le jeu en vaut la chandelle (44% « plus à y gagner qu'à y perdre » / 34% « autant à y gagner qu'à y perdre » / 22% « plus à y perdre qu'à y gagner »).

" Les changements que je peux encore réaliser ne peuvent qu'améliorer les conditions de vie sur Terre. Il suffit de s'habituer à de nouvelles pratiques, il ne faut pas se décourager."

Femme de 61 ans, agglomération nantaise, retraitée ancienne enseignante, électrice Ensemble, diplômée niveau licence

Typologie – 5 trajectoires d'adaptation

Pour se protéger des crises, chacun prend le chemin qu'il peut et juge être le bon pour s'adapter, avec ses moyens et ses croyances. Des 10 000 récits d'adaptation, il en ressort 5 grands chemins :

- Les « empêchés » (20%)
- Les « combattifs » (18%)
- Les « précurseurs » (20%)
- Les « déboussolés » (21%)
- Les « désinvoltes » (21%)

Les « empêchés » (20%)

Les femmes y sont sur-représentées (62% ; +10). 56% (+18) sont contraints de se restreindre voire d'emprunter (15%, +6) pour boucler leurs fins de mois.

Ils votent un peu plus RN que la moyenne (38% des exprimés, +4).

Ils vivent dans toutes les contrées de France, occupent toutes les positions sociales de la société et ont tous âges.

La crise de l'inflation ne leur a pas laissé le choix, l'envolée des prix les a contraints à drastiquement adapter leur manière de consommer, quasiment du jour au lendemain : pour éviter la chute, remplir son caddie passe dorénavant systématiquement par des quantités réduites (74% le font depuis le début de l'inflation, +44), moins de marques (64%, +38), l'attente des promotions (67%, +40), des renoncements aux produits jugés trop chers (85%, +49) ; et parfois de l'achat de 2nde main (43%, +23) ou des paniers anti-gaspi (37%, +17).

Pour eux, adapter son mode de vie pour réduire son empreinte environnementale est un indispensable, même si cela n'est pas toujours aisé (des contraintes, mais je suis convaincu qu'il faut adapter mon mode de vie 75%, +11).

Quand ils le peuvent, ils vont vers le circuit court (83%, +4), le reconditionné (64%, +4), la réparation (90%, +5), ils font attention à leur consommation de viande (83%, +8).

Mais souvent, ils se trouvent face à des obstacles infranchissables : un manque criant de moyens financiers (84%, +17), une absence de solutions alternatives (77%, +11), un manque d'informations (71%, +9). Une situation de blocage qui fait naître chez eux un sentiment d'injustice (49%, +9), voire de colère (30%, +7).

Les « combattifs » (18%)

49% ont moins de 35 ans (+24), 46% ont des enfants dans leur foyer (+14).

50% vivent dans des grands centres urbains (+9) notamment en Ile-de-France (24%, +6).

56% sont des hommes (+8). 52% n'ont pas voté aux dernières élections législatives (+11).

37% sont des **employés ou ouvriers** (+9), 41% doivent se restreindre pour boucler leurs fins de mois (+3).

Le « **pouvoir de vivre** » est une **préoccupation de tous les instants**, et ce, bien avant le début de la crise de l'inflation. Pour nourrir leur famille, les vêtir, leur offrir des conditions de vie dignes, **toutes les stratégies sont bonnes à prendre pour tenter de garder la tête hors de l'eau** : réduire les quantités achetées (90%, +20), attendre les promotions (93%, +13), demander une aide financière à ses proches (83%, +60), récupérer de la nourriture/des plats chez ses proches (83%, +58), avoir recours aux aides alimentaires (81%, +63). Cela passe **y compris parfois par des sacrifices pour les enfants**, en réduisant ou supprimant les activités extra-scolaires (87%, +47).

Que ce soit pour protéger leur portefeuille ou préserver leurs conditions de vie et celles de leurs enfants en réduisant leur empreinte environnementale, ils adoptent très facilement les nouvelles tendances de consommation : ils louent tout ce qui peut l'être au lieu d'acheter (82%, +59), achètent en 2nde main (92%, +32), récupèrent des paniers anti-gaspi (87%, +39), vendent les vêtements qu'ils n'utilisent plus (88%, +24), achètent en recyclerie/ressourcerie (84%, +31), en circuit court (90%, +11), en reconditionné (85%, +25). Quelle que soit la motivation principale, ils font aussi attention à leur mobilité (réduisent ou renoncent à certains trajets 89%, +30, choisissent le train plutôt que la voiture à chaque fois que cela est possible 84%, +31) et mangent moins de viande (87%, +12).

L'accès aux solutions n'est pas un obstacle. Les moyens financiers le sont évidemment au vu de leur situation économique, mais **un des freins majeurs pour avoir le sentiment de « faire ce qu'il faut » est souvent l'incompréhension** : la difficulté à savoir par où commencer, ce qu'il faudrait changer en priorité (59%, +11), à comprendre de l'impact réel de ses gestes (52%, +12).

Si 45% (+1) continuent de penser qu'ils ont plus à y gagner qu'à y perdre de modifier leur mode de vie, 33% jugent à l'inverse qu'ils ont plus à y perdre (+11).

Les « précurseurs » (20%)

63% sont des **femmes** (+11), 54% sont **diplômés du supérieur** (+8), 39% ont voté **NFP** aux dernières législatives (+11 en exprimés),

31% sont cadres ou professions intermédiaires (+5).

Ils vivent dans toutes les contrées de France, ont un profil économique proche de la moyenne française (38% doivent se restreindre, 61% ne sont pas contraints de se restreindre), et ont tous âges.

Pour eux, **l'adaptation de leur mode de vie est une démarche de longue date**, qui touche à tous les aspects de leur vie.

Consommer, cela a toujours été synonyme de faire attention aux quantités (60% le faisaient déjà avant la crise inflationniste, +20), attendre les promotions (77%, +24), renoncer aux produits trop chers (74%, +28).

Ils sont aussi **adeptes de l'achat en circuit court** (92%, +13), du **don** à des associations et ressourceries (95%, +14), de l'achat en **reconditionné** (84%, +24), de la **2nde main** plutôt que du neuf à chaque fois que c'est possible (88%, +28), ou encore récupérer des paniers anti-gaspi (58%, +10).

Réduire ou renoncer à certains déplacements (70%, +11), **prendre le train à la place de la voiture** à chaque fois que cela est possible (71%, +17), **réduire sa consommation de viande** (90%, +15) et essayer de **réparer** au lieu de jeter (97%, +12) font aussi partie de leur quotidien.

66% (+22) sont convaincus qu'il y a plus à gagner qu'à perdre en adaptant son mode de vie et en réduisant son empreinte environnementale. Pour 50% (+20), adapter son mode de vie pour tenir compte de son empreinte environnementale est une évidence.

61% (+22) déclarent savoir diagnostiquer leur empreinte environnementale. 45% (+18) essaient d'ailleurs déjà de changer tout ce qui peut l'être dans tous les aspects de leur vie (déplacements, logement, alimentation, loisirs, mode de consommation, etc.). Pour plus de la moitié d'entre elles (56%, +14), c'est régulièrement un sujet de discussion en famille, entre amis.

Par contre, ils sont souvent freinés dans leur élan par manque de **moyens financiers** (79%, +12) ou de **solutions** (79%, +13), ce qui peut générer une certaine injustice (52%, +12).

Les « déboussolés » (21%)

70% ont **plus de 50 ans** (+19), 63 (+9)% ont un **niveau de diplôme inférieur ou égal au bac**, 41% ont voté **RN** aux dernières législatives (+7 en exprimés).

53% sont des hommes (+5).

Ils vivent dans toutes les régions de France, et ont un profil économique proche de la moyenne française (35% doivent se restreindre, 65% ne sont pas contraints de se restreindre).

Faire attention à son portefeuille a toujours fait partie leur vie, bien avant la crise de l'inflation : acheter moins de quantité (59% le faisaient déjà avant la crise inflationniste, +19), attendre les promotions (75%, +22), renoncer aux produits trop chers (71%, +25).

En revanche, ils ne sont pas les plus grands adeptes des nouvelles tendances de consommation : la 2nde main (69%, +29), la location (95%, +18), le panier anti-gaspi (71%, +19), la recyclerie (75%, +28), le reconditionné (65%, +25).

Tenir compte de son empreinte environnementale, pour 64% d'entre eux (+12), c'est parfois une contrainte, parfois des difficultés, mais ils essaient et sont convaincus que c'est le chemin qu'il faut prendre. C'est compliqué avant tout car 76% (+15) ne savent pas diagnostiquer leur empreinte environnementale, et que 52% (+12) ne comprennent pas quel est l'impact réel des changements qu'on leur demande de faire.

Ainsi, 77% (+15) trouvent ça parfois **compliqué de savoir ce qu'il faut faire**, 62% (+14) trouvent **difficile de savoir par où commencer** pour changer leur mode de vie.

Ils en viennent alors à **douter de l'utilité de ces changements** : 46% (+12) estiment qu'ils ont autant à y perdre qu'à y gagner, 23% (+2) plus à y perdre et 31% (-13) plus à y gagner.

En complément, lorsqu'ils entament une démarche, 74% (+7) sont freinés par manque de moyens financiers.

Les « désinvoltés » (21%)

44% **bouclent facilement leurs fins de mois et épargnent régulièrement** (+20)

54% sont des hommes (+6), 30% sont des cadres ou anciens cadres à la retraite (+7), et ils votent plus que la moyenne pour Ensemble (27% des exprimés, +5).

Ils vivent dans tous les types de territoires et ont tous âges.

S'ils ne sont pas opposés par principe au changement, (63% (-1) le vivent bien s'ils le choisissent et 15% (=) sont stimulés par le changement), **ils ne voient en revanche pas l'intérêt d'adapter leur mode de consommation et leur mode de vie de manière générale.**

Leur situation économique ne les contraint pas à réduire la taille de leur caddie (77%, +47) ou à faire des arbitrages entre dépenses essentielles et loisirs (78%, +54).

Ils ne sont pas du tout adeptes de la location (96%, +19), **ni de la 2nde main** (77%, +37), **ne remettent pas en question leurs déplacements** (88%, +47) et **assez peu leur consommation de viande** (53%, +28).

Concernant leur **empreinte environnementale**, 70% **ne savent pas la diagnostiquer** (+9) et une partie **doute de l'utilité de changer leurs comportements** : 42% (+8) se disent qu'il y a autant à y perdre qu'à y gagner de changer ses comportements pour réduire son empreinte environnementale, 35% qu'ils ont plus à y gagner (-9) et 23% (+1) plus à y perdre.

Ainsi, 26% n'ont entamé aucune démarche de changement de comportements dans leur foyer et ne comptent pas s'y mettre (+15).

Ils sont relativement peu freinés par les moyens financiers (34%, -33), le niveau d'information (44%, -18) et les solutions alternatives (43%, -23).

Changer sa manière de consommer pour éviter le déclassement, se préparer pour éviter ou réduire les conséquences de la catastrophe qui détruit, revoir ses habitudes ancrées depuis toujours pour préserver ce qui peut l'être pour l'avenir de ses enfants, trouver des alternatives pour protéger sa santé et celle de ses proches des pollutions, etc. En 2025, on ne change plus par quête de progrès, on change pour se protéger et préserver ce que l'on a.

Certains sont convaincus que nous avons plus à y gagner qu'à y perdre et tentent coûte que coûte de s'adapter, certains essaient de suivre mais sont freinés et en arrivent même à douter du bénéfice réel de ces « efforts », certains sont tellement sous pression économique que les marges de manœuvre sont quasiment réduites à néant et font naître un profond sentiment d'injustice et de colère, certains sont perdus et ne savent pas par où commencer, d'autres ne ressentent pas le besoin de changer leur mode de vie. Si les vulnérabilités et les angoisses nous touchent tous, tout le monde n'adopte pas les mêmes réactions et stratégies pour se protéger, et faire face aux transitions en cours.

Pour autant, une chose nous rassemble tous : dans ce monde de crises permanentes, nous avons tous la même aspiration à la tranquillité.

3. Un horizon en grand et à bas bruit : le besoin de tranquillité

La période Covid a eu ceci d'unique : faire vivre le même « moment » à tous les habitants de la France (et bien au-delà). Elle a fait naître de nombreuses interrogations, nourri d'innombrables débats sur ce que serait le « monde d'après ». Beaucoup l'ont imaginé, certains l'ont idéalisé, mais tous ont rapidement eu conscience qu'il n'y aurait pas de grand soir précédant un nouveau monde. Personne n'est sorti indemne de la période, et le premier réflexe a été de se recentrer sur son cercle proche, son cocon pour tenter de se remettre de cet épisode de vie (cf. Baromètre des Territoires 2021). Loin d'un retour au calme, le « monde d'après » s'est avéré être un monde en crises permanentes. La « vie d'après » est donc une ère nouvelle où chacun apprend à traverser les crises comme il le peut, à s'adapter pour se protéger. L'horizon commun que tracent les individus, les foyers, les familles est bien différent des périodes précédentes : c'est celui d'une quête de tranquillité pour soi et ses enfants, quel que soit son lieu de vie, sa classe sociale, son âge, son vote.

" Les gens vont se rendre compte un moment ou un autre que l'on est tous lié, que l'on a besoin des uns des autres pour vivre sereinement."

Femme de 56 ans, rural en Gironde, éducatrice spécialisée au chômage, électrice NFP (sympathisante LFI), diplômée niveau bac techno

Une tranquillité rassurante, à la fois gage de stabilité, et espoir de « bien vivre ». Pour répondre à ce besoin de tranquillité, l'espoir repose (encore) sur la conviction que notre modèle de solidarité peut nous protéger. Il est en quelque sorte notre dernier rempart. Nous y sommes viscéralement et d'autant plus attachés, que nous sommes lucides sur ses fragilités

3.1. Pour nous protéger, protéger notre modèle de solidarité

Conserver l'« exception française »

Pour se protéger des insécurités économiques, physiques, sanitaires et climatiques, les Français font massivement le choix de la solidarité. Près de 10% lui préfèrent la seule responsabilité individuelle.

Hérité du Conseil National de la Résistance avec la création de la Sécurité sociale en octobre 1945, le modèle de solidarité à la française est plébiscité par tous les camps politiques :

- 92% souhaitent maintenir le système de solidarité pour le risque de dépendance (97% électeurs NFP, 95% Ensemble, 92% LR, 91% RN, 88% abstentionnistes)
- 92% pour le risque santé (98% électeurs NFP, 97% Ensemble, 94% LR, 90% RN, 88% abstentionnistes)
- 91% pour les retraites (96% électeurs NFP, 94% Ensemble, 92% LR, 90% RN, 88% abstentionnistes)
- 91% pour le risque de catastrophes naturelles (96% électeurs NFP, 95% Ensemble, 92% LR, 89% RN, 87% abstentionnistes)
- 89% pour les travaux d'adaptation des logements et des infrastructures face aux conséquences du dérèglement climatique (95% électeurs NFP, 93% Ensemble, 90% LR, 86% RN, 86% abstentionnistes)
- 88% pour le risque de perte d'emploi (96% électeurs NFP, 93% Ensemble, 91% LR, 84% RN, 86% abstentionnistes)
- 86% pour le risque de cyber-attaque (91% électeurs NFP, 90% Ensemble, 86% LR, 83% RN, 83% abstentionnistes)
- 84% pour le risque de grande pauvreté (94% électeurs NFP, 91% Ensemble, 84% LR, 73% RN, 82% abstentionnistes)

Mais des doutes et divergences sur la viabilité du système

Si la volonté de pérenniser le système de solidarité est largement partagée et transpartisane, **les doutes sont nombreux sur la capacité financière de la France à le sauvegarder**, notamment à l'heure où la dette publique n'a jamais été aussi élevée. Si 40 à 60% des Français sont convaincus qu'il est possible de trouver des solutions pour le maintenir, 30 à 40% jugent que la France n'a plus les moyens de le faire :

- 34% pour la dépendance
- 30% pour la santé
- 31% pour les retraites
- 40% pour les catastrophes naturelles
- 42% pour les adaptations nécessaires pour faire face aux conséquences du dérèglement climatique
- 40% pour la perte d'emploi
- 39% pour les cyberattaques
- 42% pour la grande pauvreté

Si le diagnostic diffère légèrement selon sa sensibilité politique (doutes plus élevés de 10 à 15 points chez les électeurs Ensemble et LR et de 20 à 25 points chez les électeurs RN par rapport aux électeurs NFP), les clivages restent limités.

L'ambition (de conserver le système de solidarité) rassemble, et les doutes (bien que minoritaires à date) traversent tout le champ politique.

3.2. La recherche de nouveaux équilibres, d'une nouvelle stabilité pour trouver de la sécurité

" J'ai un emploi stable que j'apprécie, de l'argent de côté, un appartement acheté et je suis très bien entouré."
Homme de 32 ans, agglomération toulousaine, profession intermédiaire, électeur NFP (sympathisant PS), diplômé niveau master

Travail, famille, amis : vie polycentrique

Non, les Français ne sont pas devenus paresseux ; non, le travail n'est pas devenu secondaire dans la vie des Français – et même pas pour les jeunes. Le travail tient toujours une place importante, mais sa centralité est concurrencée par la recherche d'un nouvel équilibre. Les études d'opinion de longue date montrent que l'importance du travail est stable sur près d'un demi-siècle, et ce, toutes catégories de population confondues.

On assiste en revanche, notamment depuis la crise Covid, à un rééquilibrage des essentiels pour se sentir bien dans sa vie :

- 87% ont besoin que leur vie familiale prenne une place importante pour se sentir bien dans leur vie
- 80% que la vie sociale (amis, connaissances) ait une place importante
- 76% que le travail tienne une place importante (81% chez les moins de 35 ans actifs, 74% chez le plus de 35 ans actifs)

Alors qu'en 2008, 62% des salariés déclaraient préférer gagner plus d'argent au détriment du temps libre, la tendance s'est inversée : 68% préfèrent aujourd'hui gagner moins d'argent pour avoir plus de temps libre (et ce, quel que soit le niveau de revenus). De « travailler plus pour gagner plus », nous sommes passés à « travailler mieux / moins pour vivre bien ».

Le rêve d'une « grande carrière » a perdu des couleurs : près de 9 sur 10 privilégient d'exercer « simplement un métier qui leur plaît » plutôt que de choisir une grande carrière et de grandes responsabilités

Le travail : ce que j'en attends

Beaucoup de choses ont été dites sur la place du travail dans la vie des Français. Et au moins tout autant ont été dites sur la « quête de sens » à laquelle les plus jeunes seraient particulièrement attachés. Le Baromètre des Territoires rappelle que le travail reste un élément majeur de la vie de tous les Français, mais qu'il est aujourd'hui concurrencé par la recherche d'un équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Ainsi, le rapport au travail et les attentes des actifs se transforment. Dans ce nouveau contexte, qu'attendent les Français de leur travail ?

- **Vivre dignement :**
 - o Une rémunération qui permette de vivre correctement (avoir un logement qui correspond à ses besoins les plus importants, finir le mois sans renoncer à des choses essentielles, avoir un peu d'argent pour faire des choses qui plaisent) (88%)
 - o Une égalité de traitement entre les hommes et les femmes de la part de l'employeur (promotion, formation, salaire, reconnaissance, ...) (82%)
 - o Élever son niveau de vie, changer de classe sociale (66%)
- **Une aventure humaine :**
 - o L'ambiance sur le lieu de travail et avec les collègues (87%)
 - o Faire partie d'une équipe qui travaille pour un objectif commun (77%)
 - o Rencontrer de nouvelles personnes (70%)
- **Compatible avec leur vie sociale et familiale :**
 - o Du temps libre pour profiter de ses proches ou de ses centres d'intérêt (88%)
 - o Le trajet (temps et modalités) pour se rendre sur le lieu de travail (82%)
 - o De la flexibilité dans les horaires de travail (80%)
 - o Et spécifiquement pour les cadres, la possibilité de télétravailler (73%)
- **Une mission qui stimule, qui fasse « grandir » :**
 - o De l'autonomie (87%)
 - o Le métier que l'on exerce (83%)
 - o Être reconnu par son manager / employeur (valorisation de ce qui est fait, adéquation rémunération / engagement) (79%)
 - o Ce qu'on y apprend, les formations qui permettent d'avoir des nouvelles compétences / connaissances (77%), les perspectives d'évolution (71%)
 - o Les responsabilités (70%)
 - o Être reconnu socialement, avoir un statut/une place dans la société (65%)
- **Qui n'« abîme » pas :**
 - o Des conditions de travail qui protègent leur santé des risques physiques ou psychologiques de leur métier (flexibilité ou compatibilité de vos horaires avec une vie familiale ou sociale, tâches répétitives, pénibilité physique, ...) (85%)
 - o Le cadre de travail (locaux, sites, qualité du matériel, services disponibles sur site, localisation de votre lieu de travail) (83%)

Toutes ces aspirations sont communes à toutes les classes d'âges, sans aucune distinction.

Ancrage, stabilité, repères et simplicité pour vivre bien

" En somme, réussir sa vie, ce n'est pas forcément une question de "réussite" telle que définie par les standards extérieurs, mais plutôt d'être en accord avec soi, d'avoir des relations vraies et de ressentir de la gratitude au quotidien."

Femme de 26 ans, à son compte, Paris 4, électricienne NFP (sympathisante communiste), diplômée niveau master

Dans un monde d'insécurité et d'incertitudes, faire des projets est devenu quasiment mission impossible : seuls 19% des Français y parviennent facilement ; 63% essayent mais ont des doutes sur leur capacité à réaliser ces projets, et 17% n'y arrivent pas du tout. Dans une société où le risque n'est plus de l'ordre du « possible » mais du « quasi-certain », la tranquillité est devenue l'apanage de quelques-uns, un luxe synonyme de progrès.

Le besoin de sécurisation (économique, sociale, physique, sanitaire, écologique) est crucial et collectif ; la stabilité est essentielle pour tous. Non pas pour « réussir sa vie », mais simplement pour « être bien dans sa vie », pouvoir écrire son présent et le futur de ses enfants. Au jeu du « tu préfères ... ? », la plupart des Français font le même tableau très net de la vie à laquelle ils aspirent :

- 81% la **stabilité du CDI** (plutôt qu'être en CDD ou en mission), notamment 84% parmi les 35-64 ans
- 64% la **sécurité du salariat** (plutôt qu'être son propre patron)
- 87% la **fiabilité de quelques amis très proches** sur qui compter (plutôt qu'être entouré de beaucoup de monde dans son cercle de connaissances)
- 79% la **sérénité d'une vie calme**, en prenant son temps (plutôt que vie à mille à l'heure, faire toujours pleins de choses et relever sans cesse des défis)
- 90% la **simplicité de petits bonheurs du quotidien** et s'en contenter (plutôt que de posséder des choses qui se voient, à la mode)

Alors que l'âpreté des crises enferme dans un quotidien rugueux et la gestion de l'immédiat, **le besoin de voir plus loin que demain, sécuriser son avenir proche et anticiper est manifeste :**

- 75% aspirent à **vivre tranquillement en faisant des projets de moyen et long terme**, plutôt que vivre à fond à chaque instant
- 64% veulent **anticiper l'avenir**, plutôt que vivre au jour le jour
- 77% souhaitent **dépenser juste le nécessaire** et épargner le plus possible s'ils ont les moyens de mettre de l'argent de côté, plutôt que de se faire plaisir avant tout et dépenser sans trop penser au lendemain

C'est le portrait d'une France vulnérable avant tout que dresse la 3^{ème} édition du Baromètre des Territoires. Face au cumul des risques et à l'addition des déclin, cette France désemparée se retrouve pour rédiger le constat d'impuissance de ceux qui gouvernent et acter avec regret l'affaiblissement des figures d'autorité.

Mais dans cette situation déjà obscure, encore assombrie par la crise politique récente, il serait faux de croire que la peur immobilise les Français ou les fait basculer dans le repli. Que ce soit pour sortir la tête de l'eau ou par choix, une grande partie de nos concitoyens décide d'emprunter le chemin de l'adaptation. Il arrive ici que leurs chemins se séparent, tant les différences sont grandes et pèsent sur la capacité à changer. Il arrive aussi que leurs chemins se recroisent quand les contraintes et l'injustice ressoudent des trajectoires de vie que l'on pensait définitivement éloignées.

Sans remettre en cause la fragmentation de la société française, cette plongée dans nos lieux de vie, fait aussi apparaître beaucoup plus de « commun » qu'il n'y paraît quand la photo est prise en panoramique. Parmi ces communs, un point de repère, qui fait office de boussole : la solidarité érigée en valeur refuge mais ébranlée par les doutes qui entourent sa solidité. Le cap est un autre point commun apparu subitement dans nos navigations chiffrées alors que le bruit politique et médiatique nous en avait fait perdre l'habitude. Tranquillité. Une quête de sérénité assise sur de nouveaux équilibres. Là aussi, pas de contre-sens. Ce n'est pas le choix du ralenti, de la paresse, de l'oisiveté. Il s'agit de maîtriser ses choix, de prendre sa revanche sur le temps, d'adapter les changements à son rythme et pas l'inverse. Pour se protéger des nombreuses menaces du monde. Pour reprendre des forces. La tranquillité pour répondre à la vulnérabilité.

Méthodologie

Interrogation

Echantillon de 10.031 personnes, divisé en 12 échantillons régionaux de 800 individus (1.200 en Ile-de-France), représentatifs de la population résidente de chaque région administrative métropolitaine âgée de 18 ans et plus.

Constitution de l'échantillon

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas appliquée à chaque région aux variables de genre, âge, catégorie socio-professionnelle et taille d'agglomération.

Mode de recueil et dates de terrain

Interrogation par internet entre le 9 octobre et le 5 novembre 2024.

Questionnaire

L'enquête est composée de 4 parties : « vulnérabilités et transitions », « représentations et ingrédients pour bien vivre », « adaptations » et « questions de profil ».

Au total, le questionnaire comprend une centaine de questions.

Marges d'erreur

La taille d'échantillon de 10.000 individus permet d'obtenir des marges d'erreur très faibles, comprises entre 0,3 et 1 point de pourcentage.

Construction de la typologie

Pour analyser de grandes masses de données comme celles du Baromètre des Territoires, le recours à des méthodes statistiques puissantes s'impose : les analyses multivariées.

Ces méthodes d'analyse permettent de faire ressortir les grandes lignes et directions qui balisent la masse des données. Il s'agit de découvrir en quelque sorte les « secrets » enfouis dans les données.

Pour y parvenir, nous avons utilisé deux méthodes statistiques : l'analyse factorielle et le « clustering ».

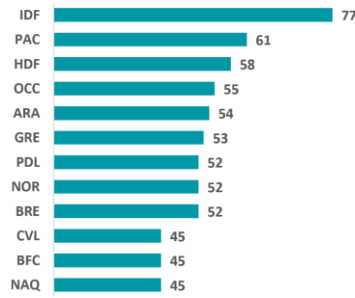
L'analyse factorielle permet de découvrir les structures sous-jacentes qui existent dans les relations entre plusieurs indicateurs, et donc de réduire les multiples questions du Baromètre des Territoires en quelques variables synthétiques clés. Le clustering (via une classification ascendante hiérarchique) permet de classer les 10.031 individus en fonction de la similitude de leurs réponses aux questions.

C'est ce processus qui nous a conduit à identifier quatre grands groupes.

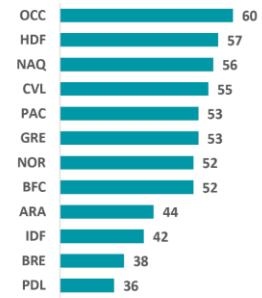
Les plus grands écarts entre régions administratives

Accès aux services, dynamisme du territoire

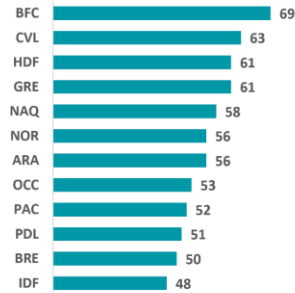
Lieu bien desservi par les transports en commun



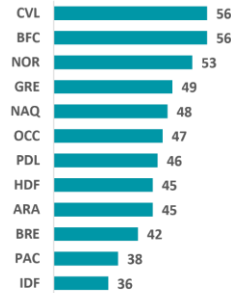
Il est difficile de trouver un emploi



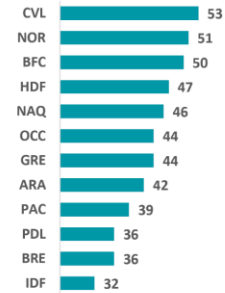
Les commerces de proximité ferment et mettent du temps à réouvrir



Les services publics disparaissent

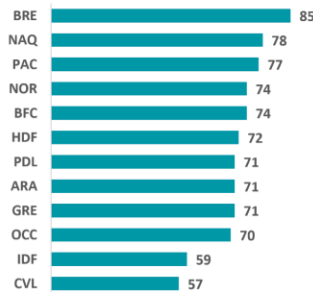


Il n'y a pas grand-chose à faire et les jeunes s'ennuient

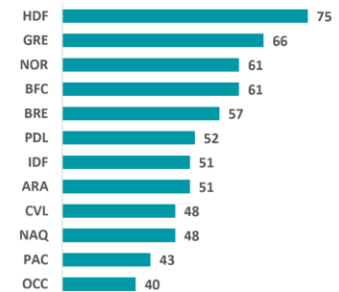


Attachement, ancrage territorial et qualité de vie

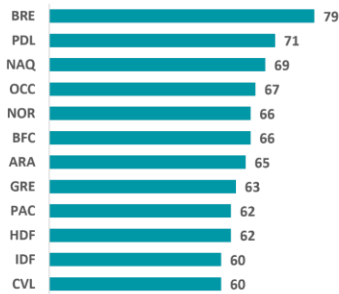
Attachement à la région



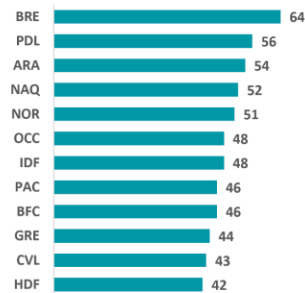
Je vis dans la même région que celle où j'ai grandi



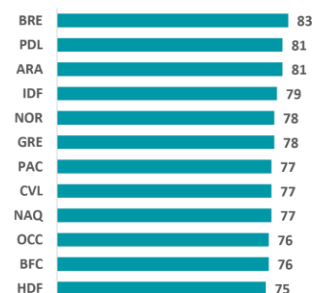
L'endroit où je vis est un endroit qui va bien



Optimiste pour l'avenir de ma région

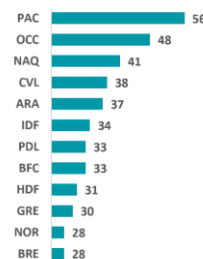


Vous vous sentez heureux

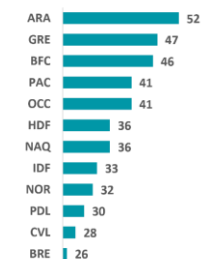


Changement climatique

Lieu exposé aux risques climatiques



Les paysages et la biodiversité changent là où je vis



Les conséquences du dérèglement climatique menacent l'économie de ma région

